

PROGRAMME POUR

Printemps, 2021

UNE RELANCE ÉQUITABLE



1

Apprenez à nous connaître

3

L'expérience
pandémique
des OSBL

4

Les piliers de
la relance

LES OSBL, LE CŒUR DES COLLECTIVITÉS



Les organismes sans but lucratif (OSBL) forment le cœur de chaque collectivité canadienne. Le tissu de notre pays est tricoté par des organisations à but non lucratif permettant l'autodétermination de tous les individus indépendamment de leur race, de leur orientation sexuelle, de leur statut économique, leur sexe et leur condition physique et capacités mentales. Chaque circonscription compte environ 450 OSBL en moyenne qui emploient près de 13 000 personnes.

Les OSBL sont des organismes communautaires qui représentent des secteurs essentiels de l'économie canadienne, fournissent un nombre considérable d'emplois et comptent pour une part importante de la croissance économique en contribuant pour 8,5 % au PIB canadien et en employant plus de 2,4 millions de personnes, dont 80 % sont des femmes! Au-delà de ces chiffres irréfutables, nos organismes génèrent la valeur culturelle, environnementale, sociale et créative qui rend nos collectivités plus sûres, plus fortes et plus saines.

Nous sommes des spécialistes de l'impact social, économique et environnemental, surtout à l'échelle

communautaire. Notre secteur est dynamique, diversifié, résilient et inclusif, et il regroupe un vaste ensemble d'organismes dans les domaines de la santé, de l'établissement et de l'inclusion des immigrants, de l'éducation, de la garde d'enfants, des services aux femmes, des communautés 2ELGTBQQIA, du logement, de la durabilité environnementale et des aînés. Le tissu même de notre pays est confectionné par des OSBL qui favorisent l'autodétermination de tous les individus, quels que soient leur origine ethnique, leur orientation sexuelle, leur statut économique, leur genre, ou leurs capacités physiques et mentales.



La marche des six sous de Canada



Parlons science



La Fondation des Lions du Canada Chiens-Guides

GUIDER LES COLLECTIVITÉS À TRAVERS LA PANDÉMIE

Comme parlementaire, vous êtes témoin des difficultés incroyables causées par la pandémie que cette dernière année a infligées à la population. Cette pandémie a mis au grand jour les répercussions de problématiques majeures comme la pauvreté, l'itinérance, le chômage des jeunes et les soins palliatifs ou prodigués aux personnes âgées. Le gouvernement prend acte de pertes d'emploi, de niveaux de stress insupportables, d'une hausse de la violence domestique, d'enfants qui s'adaptent à de nouvelles façons d'apprendre, de statistiques en santé mentale qui s'empirent, du racisme anti-Noirs, et de la solitude débilatante, voire mortelle, dans les maisons de soins pour aînés. Chaque jour semble révéler une nouvelle problématique, et pour chacune de ces problématiques, les OSBL sont indispensables aux efforts de guérison et de reconstruction.

LES OSBL, MOTEURS DE L'ÉQUITÉ ET DE L'INCLUSION

Le mappage de données dans les villes grandement affectées par la COVID-19 démontre que les quartiers où vivent des populations à faibles revenus et disproportionnellement racialisées sont généralement les plus durement touchés par le virus. Les organismes communautaires sont des agents compétents et bien placés dans la lutte contre les iniquités systémiques. De plus, les femmes, qui représentent 80 % de la main-d'œuvre du secteur, sont les principales gardiennes des infrastructures communautaires dans les circonscriptions partout au pays.



Association musulmane du Canada



Grands Frères Grandes Sœurs



La Fondation Terry Fox

LES COLLECTIVITÉS ONT BESOIN D'OSBL SOLIDES

Selon les **résultats d'un sondage** mené par Imagine Canada à la fin de 2020 :

Les besoins des collectivités dépassent les capacités.



Les organismes offrant des services aux personnes font état d'une demande accrue, c'est-à-dire de plus de besoins de leurs programmes et services, tout en composant avec un manque à gagner sur le plan des revenus.

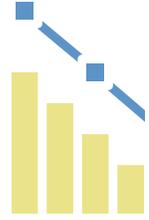
68 %

des organismes de bienfaisance ont enregistré une baisse des dons depuis le début de la pandémie.

9,5 et 15,7 milliards de dollars

À eux seuls, les organismes de bienfaisance ont perdu entre 9,5 et 15,7 milliards de dollars en 2020. Puisque les organismes de bienfaisance et les OSBL ont des marges de profit très minces et réinvestissent leurs revenus dans leurs programmes et services fournis aux Canadiens et Canadiennes, ce manque se répercute directement dans les collectivités.

La diversité du secteur est menacée.



Les grands organismes sont les mieux placés pour adapter et modifier leurs services en fonction de la demande, tandis que les petits organismes sont plus enclins à cesser temporairement leurs activités. Les organismes qui servent des populations dans de petites localités font face à des défis comparativement plus importants, tandis que les organismes œuvrant auprès de populations particulières enregistrent une plus forte baisse de leurs revenus que ceux qui travaillent avec le grand public. Ces réalités ont des conséquences préoccupantes pour une reprise équitable.

La viabilité à long terme des organismes est à risque.



Les organismes caritatifs sont portés à prioriser les défis immédiats au détriment des considérations à long terme. Ainsi, ils investissent dans la technologie, mais accordent moins d'importance que d'habitude à la production de revenus et à la collecte de fonds.

Les travailleurs sont tirillés de toutes parts.



Malgré le surmenage, les employés élargissent leur champ d'activités pour répondre à des besoins immédiats, notamment dans les domaines des TI, des communications et du développement de programmes.

LES PILIERS DE LA RELANCE

Le secteur de la bienfaisance et sans but lucratif ressemble à se méprendre à un réseau de lacs et de rivières interreliés qui tapissent l'énorme masse terrestre. Ces eaux représentent un écosystème de relations interconnectées qui évoluent au fil du temps pour maintenir la vie. Les collectivités dans toutes les régions du Canada, dans toutes les circonscriptions, dépendent d'un écosystème de programmes et de services communautaires qui évoluent et travaillent ensemble depuis des décennies. Les deux écosystèmes sont diversifiés et complexes, et les deux contribuent énormément à notre bien-être collectif. Tout comme les eaux qui sillonnent notre pays, le secteur caritatif amène des ressources et de l'innovation dans tous les recoins de nos collectivités.

Malgré la grande débrouillardise et résilience dont il a fait preuve pendant la crise, le secteur a besoin d'une relation stratégique et étroite avec le gouvernement afin de guider le pays à travers la reprise équitable.

Des fonds pour stabiliser les organismes

Les organismes qui ont enregistré une baisse de revenus en raison de la pandémie, c'est-à-dire la majorité du secteur, ont vu leur budget de fonctionnement fondre de 43 % en moyenne. Cette diminution se traduit par un important déficit sur le plan des services dont dépendent les collectivités. La perte de revenus sans restriction provenant des dons et de la vente de biens et de services a mis un frein à la capacité des organismes de poursuivre leurs activités de manière durable.

Pour maintenir leur santé et prospérer, les collectivités ont besoin d'une relation solide et stratégique entre le gouvernement et le secteur caritatif. Les présentes conditions de financement et d'octroi de subventions sont inefficaces et peu accessibles. Elles peuvent limiter davantage le fonctionnement durable des opérations et ainsi nuire à la capacité des organismes de fournir des programmes.

Nous recommandons i) que le gouvernement mette en place un programme de subventions pour aider les organismes du secteur à investir dans leur infrastructure afin de répondre à la demande accrue et de favoriser de nouvelles façons d'offrir des services; ii) que les mesures d'aide existantes soient [bonifiées pour que plus de membres du secteur puissent en bénéficier](#); iii) que le régime de subventions soit modernisé pour favoriser une meilleure utilisation des ressources publiques et organisationnelles.



Dancing With Parkinson's



Moisson Montreal



Pillar Nonprofit Network



Canucks Autism Network

Pour une relation plus étroite avec le gouvernement

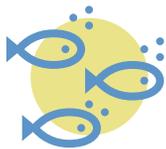
Les secteurs public et caritatif sont des partenaires naturels en matière de gouvernance. Les gouvernements sont élus en fonction de leurs priorités dans des domaines comme la santé, la conservation de l'environnement, les arts et la culture, et l'assistance internationale. Pour leur part, les organismes caritatifs livrent des résultats en fonction de ces priorités et, de façon indépendante, abordent différentes problématiques pour défendre la qualité de vie des Canadiens et Canadiennes. La reconnaissance de ce partenariat s'est perdue au cours des 15 dernières années. Le secteur caritatif a besoin d'un endroit au gouvernement fédéral chargé de la coordination des enjeux stratégiques qui concernent l'ensemble du secteur.



Plan International Canada



Pourquoi le secteur caritatif n'a-t-il pas de maison au sein du gouvernement?



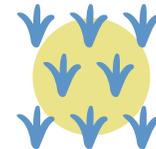
Pêches et océans (2020)

- 1,65 % du PIB canadien
- 31,65 B\$ par an au PIB
- 30 000 emplois



Transports (2018)

- 8 % du PIB canadien
- 153,4 B\$ par an au PIB
- 920 800 emplois



Agriculture (2016)

- 6,7 % du PIB canadien
- 111,9 B\$ par an au PIB
- 2,3 millions d'emplois

Contrairement à ces industries, le secteur caritatif, malgré sa contribution de **8,5 % au PIB canadien** et de **2,4 millions d'emplois**, n'a pas de maison au sein du gouvernement.

En 2019, bien avant la pandémie, le [rapport du Sénat](#) sur le secteur de la bienfaisance ouvrait ainsi : « [c]ertes, le secteur fait preuve de résilience et d'innovation, mais son potentiel est limité par ce que bon nombre d'intervenants considèrent comme étant des règles complexes et désuètes et un manque de coordination du soutien au sein du gouvernement fédéral. »

Permettre des partenariats équitables

Les organismes caritatifs font un travail essentiel auprès des communautés en quête d'équité en favorisant la cohésion sociale et l'inclusion. Ainsi, ils contribuent à créer une société plus saine, plus sûre et plus durable pour nous tous. Toutefois, l'efficacité des organismes canadiens est gênée par une loi cruellement désuète qui régit leurs activités et les empêche de financer des partenaires aux pratiques efficaces et responsables. Même lorsqu'ils collaborent avec d'autres organismes de bienfaisance, ces organismes doivent exercer le contrôle complet de chaque petite activité de leur partenaire, privant ces derniers de leur faculté d'agir et de prendre des décisions de manière autonome. À terme, ces conditions rendent le travail de bienfaisance lourd et inefficace. Le principe « de la direction et du contrôle » nuit aux engagements honnêtes et de longue date en matière de réconciliation avec les peuples autochtones, tout comme aux efforts de lutte contre le racisme systémique, puisque les organismes partenaires dirigés par des Autochtones et des Noirs sont légalement contraints d'agir comme simples agents de grands organismes caritatifs.

Nous recommandons que le gouvernement fédéral travaille avec le secteur en vue de réformer les règles existantes relatives aux donateurs reconnus et au principe de direction et de contrôle pour s'assurer de la protection des fonds publics et caritatifs, tout en permettant aux organismes de répondre de manière plus efficace aux futures situations de crise.

De meilleures données sur notre secteur

Le gouvernement fédéral est en train de préparer la reprise post-pandémie en élaborant différentes politiques sociales, environnementales, économiques, de santé et de travail. Tous

ces efforts bénéficieraient grandement de renseignements de base sur les systèmes et les organismes qui permettent au gouvernement de livrer les résultats de ces priorités. En l'absence d'une maison au sein du gouvernement fédéral, peu de gens à l'intérieur de l'appareil gouvernemental défendent la collecte de données sur nos contributions à l'économie et au marché du travail, sur nos missions et sur les populations que nous servons. Par conséquent, les responsables politiques savent très peu sur nos organismes, notre main-d'œuvre, notre travail, où nous l'effectuons et auprès de quelles communautés.

Des données désagrégées sur les communautés que nous servons sont requises pour mettre en évidence la nécessité d'investir adéquatement dans les organismes dirigés par les personnes de couleur, les Noirs, les Autochtones, les femmes, les personnes 2ELGTBQQIA, les personnes en situation de handicap et les jeunes.

Les organismes de notre secteur ont également besoin de meilleures capacités de production de données pour réaliser et démontrer des résultats mesurables de leur travail dans les collectivités. S'ils sont mieux outillés pour recueillir, utiliser et partager des données, ils pourront apprendre plus rapidement sur les pratiques les plus efficaces et utiliser les ressources de manière plus efficiente.

Nous recommandons i) que Statistique Canada soit chargée de collecter sur une base continue des données désagrégées sur le secteur caritatif, son travail et les populations servies afin de surveiller la santé du secteur et des collectivités après la reprise; ii) que le gouvernement collabore avec le secteur pour améliorer les capacités de collecte de données des organismes sur le plan de l'infrastructure technique, du développement des compétences, de la gouvernance et des processus, comme cela a été fait dans certains domaines du secteur privé.

EN PARTENARIAT AVEC



Network for the Advancement
of Black Communities

Réseau pour l'avancement
des communautés noires



PolicyWise
for Children & Families



PILLAR
nonprofit network

Égale

Images de couverture (en haut à gauche - en bas à droite) :

- | | | |
|-------------------------------------|------------------------------------|--|
| 1 - Centraide Québec | 2 - Habitat pour l'humanité Canada | 3 - Repaires jeunesse du Canada |
| 4 - Association musulmane du Canada | 5 - YMCA Vancouver | 6 - La fondation du cancer du sein du Canada |
| 7 - Marché communautaire Washington | 8 - Passeport pour ma réussite | 9 - Association paraplégique canadienne |